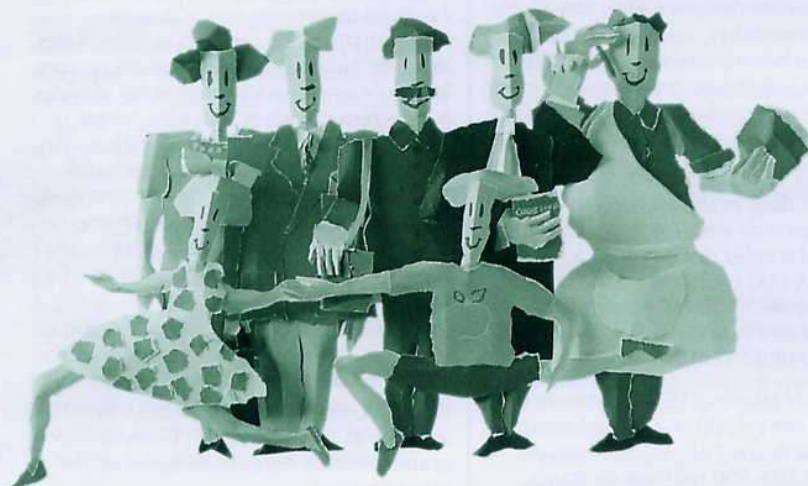


La Lettre de l'Observatoire



Alptis est la plus importante association française de prévoyance complémentaire, spécialiste des travailleurs indépendants.

L'Observatoire Alptis de la Protection Sociale est une association réunissant les associations de prévoyance de l'Ensemble Alptis, des universitaires, des chercheurs et des personnalités représentant le monde des travailleurs indépendants et des petites entreprises. Il se compose d'un *Conseil d'Administration* (constitué de représentants de l'Alptis, de représentants des professions indépendantes et des membres du comité scientifique), d'un *directeur scientifique* (M. Piatecki), d'un *chargé de recherche* (M. Ferrier) et d'un *comité scientifique* (composé de MM. Bichot, Duru, Lanery, Riondet et Mmes Hennion-Moreau et Lebon). Son premier objectif est d'appréhender le problème de la protection sociale des travailleurs indépendants, des très petites entreprises et de leurs salariés. Son rôle est de recueillir, traiter et diffuser de l'information sur la protection sociale des travailleurs indépendants et des salariés des très petites entreprises. La Lettre de l'Observatoire, quant à elle, porte un regard sur l'actualité sociale, économique et juridique en la recentrant sur les problématiques des mêmes populations.

Le paysage du commerce français en 1997

Ce nouveau numéro de la Lettre de l'Observatoire Alptis est consacré spécialement au Commerce. Pour appartenir à la famille des travailleurs indépendants, des très petites entreprises et de leurs salariés, les commerçants font partie de la population que l'Observatoire Alptis s'est donné pour mission de mieux connaître. Nous proposons une *synthèse* ainsi que des *commentaires* sur des données chiffrées ou non et issues de différents organismes (en particulier de la Direction du Commerce Intérieur). Notons que l'objectif de ce numéro n'est pas de faire le point sur la situation du commerce avec les données les plus récentes possibles mais plutôt de rassembler des données d'une même année (1997), dont on a clairement identifié les sources et permettant de décrire le paysage du commerce à un instant donné. Précisons également qu'étant donnée l'importance des données chiffrées ici, certaines sources ne sont pas disponibles pour 1997. Les évolutions depuis un ou deux ans ne modifiant certainement pas ce paysage. Le choix de cette date permet en outre de faire des comparaisons avec l'Artisanat (auquel la Lettre précédente a consacré un numéro spécial). Enfin, précisons que par sa nature, la Lettre ne peut traiter tous les points concernant le commerce et que le choix des sujets traités est en partie arbitraire.

Ainsi, dans ce numéro, les rubriques sont-elles structurées pour répondre aux questions suivantes :

- quel est le poids économique du commerce ?
- qui sont les acteurs du commerce ?
- qu'en est-il de l'activité commerciale ?
- qu'en est-il des entreprises commerciales ?
- où en sont les comptes de la protection sociale du commerce ?
- quelle place le commerce accorde-t-il au non salarié ?
- quelles sont les représentations institutionnelles du commerce ?
- les pays de l'Europe des 15 ont-ils des structures semblables en termes de commerce ?

Introduction

Le commerce, en 1997, c'est :

- 28,5% des entreprises totales françaises ;
- 11 % du PIB français ;
- 13,4 % de l'emploi total ;
- 132.400 entreprises de commerce de gros occupant 975.000 personnes, 451.800 entreprises de commerce de détail occupant 2.040.000 personnes ;
- surtout la branche commerce de détail qui crée des emplois ;
- environ 15 % de non salariés mais plus de 60 % de non salariés dans le commerce de détail ;
- une très forte hétérogénéité selon les branches et selon les pays ;
- 662.305 entreprises dont : 154.994 dans le commerce de gros (y compris les intermédiaires), 374.434 dans le commerce de détail, 53.683 dans l'artisanat commercial et 79.194 dans le commerce et la réparation automobile. Plus d'une entreprise sur quatre appartient au secteur du commerce.
- 2.974.100 actifs dont 922.300 dans le commerce de gros (y compris les intermédiaires), 1.618.900 dans le commerce de détail et 432.900 dans le commerce et la réparation automobile. Près d'une personne sur huit travaille dans le commerce ;
- 2.064 milliards de francs de chiffre d'affaires TTC annuel pour le commerce de détail ;
- 2.604 milliards de francs de chiffre d'affaires HT annuel pour le commerce de gros.

La Commission des Comptes Commerciaux de la Nation s'est réunie le jeudi 9 avril 1998 pour examiner le rapport relatif à la situation du commerce en 1997. L'évolution de l'activité du secteur du commerce et celle de l'emploi ont été les principaux points évoqués par le rapport. L'ensemble des secteurs du commerce ont vu leur activité s'accroître et l'emploi salarié a retrouvé le niveau de juin 1990.

En 1997, l'activité du commerce extérieur et la bonne conjoncture agricole et industrielle ont été bénéfiques pour le commerce de gros. Le commerce de biens d'équipement professionnel a fait preuve d'un dynamisme particulier (11,8 % en volume). En effet, la demande de produits électroniques et de matériel informatique a été très soutenue par les entreprises et les administrations, mais aussi par les particuliers. En 1997, le chiffre d'affaires du commerce de détail, augmenté de celui des boulangeries pâtisseries et charcuteries, a progressé de 2,2 % en volume. Alors que la croissance du parc s'est ralentie, celle

des hypermarchés et supermarchés reste élevée (+ 3,4 % en volume en 1997). En revanche, alors qu'il a connu trois années de progression soutenue, le commerce automobile recule (- 4,0 %). Il s'agit là du contrecoup de la fin des primes gouvernementales accordées lors de l'achat de véhicules neufs.

Au 1^{er} janvier 1998, on compte 1.123 hypermarchés en France métropolitaine, soit un pour 52.000 habitants et de l'ordre de 7.600 supermarchés dont environ 1.700 de type maxidiscount. Sur l'ensemble des produits, alimentaires et non alimentaires, les hypermarchés et super marchés représentent désormais les deux cinquièmes des ventes réalisées par le commerce de détail et l'artisanat commercial.

Plus de 13 % des actifs français travaillent dans le commerce. En 1997, le commerce de détail se singularise : il est le seul à créer des emplois, à savoir plus de 35.000 créations nettes, soit une croissance de 2,7 % en glissement (*Tableaux de l'économie française 1998-1999*, [1999, p. 164]).

Le chiffre d'affaires TTC du commerce de détail entre 1980 et 1996 est passé, à prix courants, de 745.984 millions de francs à 2.026.900 millions de francs. Sa progression a été continue sur la période. Toutefois, elle a nettement régressé à partir de 1983, date avant laquelle les progressions annuelles furent de l'ordre de 14 %, pour tomber et se stabiliser autour des 2 ou 3 % (Insee, *Comptes Commerciaux de la Nation*, dans *La France des commerces*, édition 1997, p. 26.).

Dans l'ensemble, le CA en volume du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial, entre 1992 et 1996 a connu une évolution à la hausse constante. Mais il faut analyser l'évolution selon les différentes formes de vente. En effet, on constate que certaines d'entre elles ont connu des évolutions constantes à la baisse (alimentation spécialisée et artisanat commercial, boulangeries-pâtisseries, réparation d'articles personnels et domestiques), d'autres des évolutions constantes à la hausse (grandes surfaces d'alimentation générale, Pharmacies et commerce d'articles médicaux et orthopédiques) et d'autres ont fluctué connaissant des périodes de hausse puis de baisse (boucheries-charcuteries, autres magasins d'alimentation spécialisée, petites surfaces d'alimentation générale et magasins de produits surgelés, grands magasins et autres magasins non alimentaires non spécialisés, magasins non alimentaires spécialisés - hors pharmacie -, par exemple). Ceci est tout à fait représentatif de la forte hétérogénéité du commerce.

Quelques définitions relatives au commerce

Ici, nous donnons quelques définitions de termes qui seront souvent employés dans ce numéro spécial.

COMMERCE

La Nomenclature d'Activités Française (NAF), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993, remplace progressivement la nomenclature d'activités et de produits (NAP) pour la mise en place des statistiques du commerce. Selon la nomenclature NAF, le commerce est l'activité de revente en l'état, sans transformation, de produits achetés à des tiers. Par suite, il ne prend pas en compte les boulangeries-pâtisseries et les services à caractère commercial (cafés, hôtels, restaurants, commerce et réparation automobile, autres services marchands dont coiffure, blanchisserie-teinturerie...). Dans la nomenclature NAF, le champ du commerce s'élargit à la réparation d'articles personnels et domestiques et au commerce et à la réparation automobile.

COMMERCE DE GROS (CG)

Il se décompose en trois postes : (i) agricole et alimentaire, (ii) biens de consommation non alimentaires et (iii) interindustriel.

L'activité du commerce de gros, en bref

L'ensemble du commerce de gros (hors intermédiaires) a progressé de + 5,5 % en 1997 après + 2,5 % en 1996. Cette forte croissance est essentiellement liée à la reprise de l'industrie manufacturière (+ 4,3 %) qui stimule le commerce de biens intermédiaires. Le commerce de biens d'équipement professionnel a été le plus dynamique (+ 11,8 % après + 5,6 % en 1996). Les ventes de matériel électrique et électronique (informatique) ont fortement progressé. Le commerce de gros de produits agricoles bruts a augmenté, pour sa part, de + 8,7 % grâce à la reprise des exportations agricoles facilitées par la suppression de la jachère. Le commerce de biens de consommation non-alimentaires a dû sa progression sensible (+ 4,4 %) à la croissance de la papeterie et de l'électroménager.

COMMERCE DE DÉTAIL (CD)

Il comprend les grandes surfaces à prédominance alimentaire (hypermarchés, supermarchés, magasins populaires), le commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé (épicerie, supérettes, boucheries...), le commerce de détail non alimentaire spécialisé (habillement, chaussures, pharmacie, librairie, bureau de tabac...) et le commerce de détail non alimentaire non spécialisé (grands magasins, vente par correspondance, drugstores).

Suite page 3

Quelques définitions relatives au commerce (suite)

L'activité du commerce de détail, en bref

En 1997, le chiffre d'affaires du commerce de détail en volume s'est accru de + 2,2 %. Cette croissance est fortement liée au maintien de la croissance de l'activité des grandes surfaces alimentaires de + 3,4 % (+ 3,1 % en 1996), en dépit du ralentissement de l'extension du parc des hypermarchés (+ 1 %) et d'un nombre d'ouvertures de supermarchés en baisse (169 en 1997 contre 182 en 1996). Le développement du parc des hypermarchés (+ 11) est dû principalement à des transformations de supermarchés en hypermarchés (+ 12), alors que le nombre d'ouvertures (+ 2) ne compense pas celui des fermetures (- 3). La croissance des commerces spécialisés non alimentaires est restée constante (+ 2,2 %) depuis 3 ans. Le secteur de l'habillement a progressé (+ 2,4 % en volume), après + 1,4 % en 1996 et plusieurs années de stagnation. L'équipement du foyer s'est accru de + 2,0 % ; ceci est dû à l'intérêt porté par les ménages pour ces nouveaux produits (micro-informatique, téléphones...). Les secteurs de l'habitat (bricolage et jardinerie) et des sports et loisirs ont progressé respectivement de + 1,6 % et + 3,1 %. L'activité de l'alimentation

spécialisée et de l'artisanat commercial (charcuteries et boulangeries) s'est stabilisée (- 0,1 %) après plusieurs années de fortes baisses. En revanche, l'activité des petites surfaces d'alimentation générale a accusé une nouvelle baisse (- 1,4 %).

HYPERMARCHÉ

Il s'agit d'un commerce de détail non spécialisé à prédominance alimentaire. Sa surface de vente est inférieure ou égale à 2.500 m². Il réalise moins du tiers de ses ventes en alimentation.

SUPERMARCHÉ

Il s'agit aussi d'un commerce de détail non spécialisé à prédominance alimentaire. Sa surface de vente est comprise entre 400 et 2.500 m². Il réalise plus du tiers de ses ventes en alimentation.

MAXIDISCOMPTE

Magasin offrant un choix limité de produits à des prix particulièrement bas. Moins d'un tiers des maxidiscounts entrent dans la catégorie des supérettes (120 à 400 m²), près des deux tiers sont de petits supermarchés (400 à 1.000 m²) et un petit nombre d'entre eux font

partie des grands supermarchés (entre 1.000 et 2.500 m²).

MAGASIN D'USINE

Traduction de "factory outlet" adoptée par la commission de terminologie économique et financière (arrêté du 30 septembre 1991) dont la définition associée est "magasin de détail à prix réduit situé en général dans les locaux d'un fabricant dont l'assortiment est composé uniquement par les produits de ce dernier". Cette approche économique doit être distinguée de la définition juridique donnée par l'article 30 de la loi n°96-603 du 5 juillet 1996, relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat qui restreint l'usage des dénominations "magasin et dépôts d'usine". (*Le commerce en quelques chiffres*, édition 1998).

OUVERTURE D'HYPERMARCHÉ OU DE SUPERMARCHÉ

La loi Raffarin du 5 juillet 1996 (relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat) a modifié la loi Royer de 1973. Désormais, toute création de magasin de plus de 300 m² et toute extension de surface est soumise à autorisation. ■

Le poids économique du commerce

En 1997, le volume du chiffre d'affaires du commerce de détail et de l'artisanat commercial a augmenté en moyenne annuelle de 2,6 %, retrouvant un rythme de croissance proche de celui de 1995, après le ralentissement de 1996 (+ 0,5 % en 1996 et 2,2 % en 1995). Le commerce automobile a en revanche accusé un retrait net (- 1,5 % contre + 3,9 % en 1996), subissant le contrecoup de la "prime qualité", intervenue fin septembre 1996. Les ventes de marchandises du commerce de gros se sont montrées très dynamiques (grâce au commerce extérieur et à une industrie manufacturière en croissance) (Insee Synthèse n°23 [1999, p. 11]).

Tableau 1 : effectifs d'entreprises du commerce au 1^{er} janvier 1997

Total des entreprises (sauf entreprises agricoles et institutions financières)	2.352.730
Total des entreprises du commerce	670.849 (28,5)
Intermédiaires du commerce	37.162 (1,6)
Commerce de gros	118.496 (5,0)
Commerce de détail et réparation	380.885 (16,2)
Commerce de détail à prédominance alimentaire en magasin	78.948 (3,3)
Commerce de détail non alimentaire en magasin	217.685 (9,2)
Commerce de détail non alimentaire en magasin non spécialisé	1.248 (0,05)
Commerce de détail alimentaire hors magasin	65.575 (2,8)
Réparation d'articles personnels et domestiques	17.429 (0,7)
Artisanat commercial	54.425 (2,3)
Commerce et réparation automobile	79.881 (3,4)
Part des commerces dans l'ensemble des entreprises, en %	28,5

Source : Insee, fichier Sirène France métropolitaine (NAF), dans *La France des commerces*, édition 1997, p. 10.

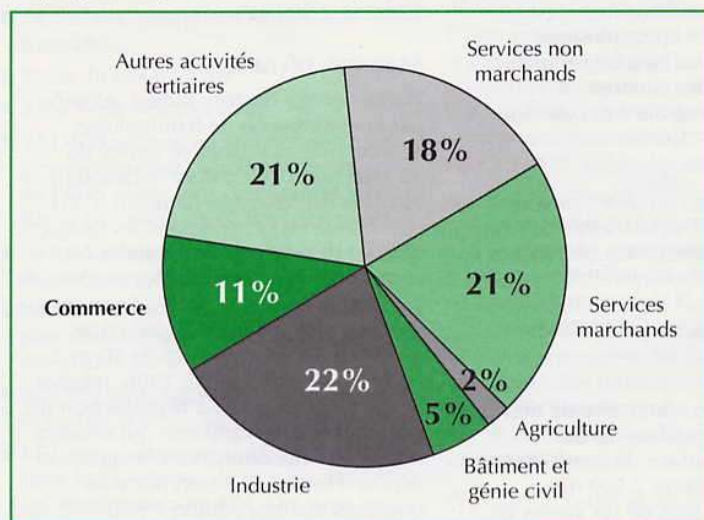
Note : le chiffre en parenthèse donne le pourcentage de la donnée par rapport au total des entreprises (sauf entreprises agricoles et institutions financières).

Lecture : au 1^{er} janvier 1997, on comptait 118.496 entreprises dans le commerce de gros (soit 5 % du total des entreprises - sauf entreprises agricoles et institutions financières - et plus de 17 % des entreprises du commerce (sauf entreprises agricoles et institutions financières)).

Commentaires : le poids du commerce dans l'économie française, mesuré en effectifs d'entreprises et si l'on exclut les entreprises agricoles et les institutions financières, est important puisqu'il représente presque un tiers de celle-ci.

Le poids économique du commerce (suite)

Graphique 1 : répartition de la valeur ajoutée brute marchande et non marchande dans les grandes branches



Source : Comptes commerciaux de la Nation (NAF), dans *La France des commerces*, édition 1997, p. 12.

Lecture : en 1997, le commerce représente 11 % de la valeur ajoutée brute marchande et non marchande (VAB) dans les grandes branches.

Commentaires : la répartition de la VAB dans les différentes branches de l'économie française peut se décomposer en trois parties : on trouve d'abord les branches qui représentent chacune environ 20 % de la VAB (services marchands, services non marchands...), ensuite, on a les branches qui n'en représentent chacune qu'environ 5 % (bâtiment et génie civil...) et enfin on trouve la seule branche qui en représente environ 10 %. Cette branche commerce se caractérise donc par le fait qu'elle est l'unique branche à représenter un dixième de la VAB, se situant en quelque sorte en une valeur intermédiaires des autres branches.

Tableau 2 : effectifs occupés par les entreprises du commerce en 1996, en milliers

Population totale résidente	58.374,9
Population résidente ayant un emploi	22.250,6
Population occupée du secteur du commerce	2.974,1
Part du secteur du commerce dans la population résidente ayant un emploi, en %	13,4

Source : Comptes de la Nation et Comptes commerciaux de la Nation (NAF), dans *La France des commerces*, édition 1997, p. 11.

Lecture : en 1996, sur les 22.250.600 personnes ayant un emploi, plus de 13 % le sont dans le secteur du commerce.

Commentaires : le poids du commerce dans l'économie française, mesuré en effectifs occupés, est relativement faible puisque seuls 13 % de la population active le sont dans le commerce, surtout si on le compare au poids exprimé en fonction des effectifs d'entreprises (la représentativité relative est réduite par plus de deux). Cela laisse entendre que les entreprises du commerce sont nombreuses mais de petite taille. Notons qu'il y a plus de chômeurs en France que de personnes employées dans le commerce.

Tableau 3 : valeur ajoutée par les entreprises du commerce en 1996, en milliards de francs

Produit intérieur brut marchand et non marchand	7.861,0
Somme des valeurs ajoutées brutes des branches marchandes et non marchandes	7.238,8
Valeur ajoutée brute de la branche commerce	800,6
Part du commerce dans la valeur ajoutée brute des branches marchandes et non marchandes, en %	11

Source : Comptes commerciaux de la Nation (NAF), dans *La France des commerces*, édition 1997, p. 12.

Lecture : en 1996, la valeur ajoutée de la branche commerce est d'environ 800 milliards de francs.

Commentaires : la valeur ajoutée brute de la branche commerce est d'environ 10 %, c'est-à-dire que son poids en matière de valeur ajoutée est proportionnel aux effectifs qu'elle occupe mais bien moins que proportionnel au nombre d'entreprises présentes dans cette branche.

Les acteurs du commerce

L'ÉVOLUTION STRUCTURELLE DE L'EMPLOI

Selon les dernières données disponibles, les emplois à temps partiel ont crû de façon continue entre 1980 et 1995 dans l'ensemble des secteurs du commerce. Dans le commerce de gros, leur part est passée de 6,3 % à 9,8 %. Dans le commerce de détail, la progression est marquée : de 23,5 % en 1980 à 32,7 % en 1995. Enfin, dans le commerce et la réparation automobile, la part de l'emploi à temps partiel est de 17,6 % en 1995.

L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE COMMERCE EN 1997

A la fin de l'année 1997, le commerce occupe 2.554.000 salariés (et environ 460.000 non salariés). L'accroissement net a été de 28.100 personnes en 1997, soit une progression en glissement annuel de + 1,1 %. Après avoir connu un point bas en décembre 1993 (2454.900), l'emploi a crû pour la quatrième année consécutive et retrouve le niveau de juin 1990. Les mesures générales d'allègement des coûts salariaux prises depuis 1993 ont eu des effets positifs sur la création d'emplois. Les évolutions ont été cependant contrastées selon l'activité commerciale concernée. Ainsi, dans le commerce de détail, l'emploi salarié a crû à un rythme supérieur aux deux années précédentes (+ 2,7 % en 1997 après + 1,2 % en 1995 et 1996) et 35.000 emplois nets ont été créés. Dans le commerce de gros, l'emploi salarié est resté stable. En revanche, dans le commerce et la réparation automobile, l'effectif salarié a baissé de - 1,7 %, soit une perte d'environ 6.000 emplois.

Les acteurs du commerce (suite)

Tableau 4 : population active occupée du commerce (moyenne annuelle en milliers et évolution en % par rapport à l'année précédente)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Commerce de gros	992,0	969,8 (-2,2)	942,2 (-2,8)	929,7 (-1,3)	924,6 (-0,6)	922,3 (-0,2)
Commerce de détail	1.606,7	1.583,0 (-1,5)	1.568,7 (-0,9)	1.578,9 (+0,6)	1.601,9 (+1,5)	1.618,9 (+1,1)
Commerce et réparation automobile	439,1	433,2 (-1,3)	428,9 (-1,0)	428,8 (-)	432,0 (+0,7)	432,9 (+0,2)
Total commerce	3.037,7	2.985,8 (-1,7)	2.939,6 (-1,5)	2.937,4 (-0,1)	2.958,6 (+0,7)	2.974,1 (+0,5)

Source : Insee, dans *La France des commerces*, édition 1997, p. 14.

Lecture : en 1996, le commerce de détail occupe 1.618.900 personnes, soit une augmentation de 1,1 % par rapport à 1995.

Note : le commerce de gros comprend ici les intermédiaires du commerce.

Commentaires : le commerce de détail occupe plus de la moitié des emplois du commerce, le commerce de réparation près de 15 % et le commerce de gros environ un tiers. Cette structure hétérogène est restée stable depuis 1991, conférant au commerce de détail un statut privilégié dans la création d'emplois.

Tableau 5 : effectifs salariés du commerce (moyenne annuelle en milliers et évolution en % par rapport à l'année précédente)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Intermédiaires du commerce	68,3 (-3,7)	64,2 (-6,0)	61,3 (-4,5)	60,3 (-1,6)	58,8 (-2,5)	58,2 (-1,0)
Commerce de produits agricoles bruts	25,4 (-2,5)	24,2 (-4,7)	23,0 (-5,0)	22,9 (-0,4)	22,6 (-1,3)	22,3 (-1,3)
Commerce de produits alimentaires	184,4 (-2,0)	176,8 (-4,1)	168,8 (-4,5)	164,7 (-2,4)	161,0 (-2,2)	158,2 (-1,7)
Commerce de biens de consommation non alimentaires	173,5 (+1,3)	171,4 (-1,2)	170,2 (-0,7)	171,9 (+1,0)	173,6 (+1,0)	174,8 (+0,7)
Commerce de produits intermédiaires non agricoles	213,1 (-0,5)	207,8 (-2,5)	199,8 (-3,8)	196,0 (-1,9)	193,5 (-1,3)	191,8 (-0,9)
Commerce de biens d'équipement professionnel et autres commerces de gros	274,3 (+1,2)	273,1 (-0,4)	268,2 (-1,8)	264,0 (-1,6)	264,8 (+0,3)	265,8 (+0,4)
Total commerce de gros	938,9 (-0,3)	917,2 (-2,3)	891,2 (-2,9)	879,7 (-1,3)	874,2 (-0,6)	871,2 (-0,3)
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	333 (+7,5)	356,5 (+7,0)	372,2 (+4,4)	379,9 (+2,1)	389,4 (+2,5)	397,5 (+2,1)
Petites surfaces alimentaires spécialisées ou non	186,8 (-8,3)	161,3 (-13,7)	144,3 (-10,5)	142,2 (-1,5)	134,3 (-5,6)	129,0 (-4,0)
Autres commerces de détail en magasin ou non, réparation	711,0 (-1,0)	698,1 (-1,8)	690,6 (-1,1)	696,3 (+0,8)	722,6 (+3,8)	748,0 (+3,5)
Total commerce de détail	1.230,8 (-0,1)	1.215,9 (-1,2)	1.207,0 (-0,7)	1.218,4 (+0,9)	1.246,3 (+2,2)	1.274,4 (+2,2)
Commerce et réparation automobile	370,0 (-)	366,2 (-1,0)	365,7 (-0,1)	369,2 (+1,0)	371,4 (+0,6)	371,5 (-)
Total commerce	2.539,6 (-)	2.499,2 (-1,6)	2.463,7 (-1,4)	2.467,1 (+0,1)	2.492,0 (+1,0)	2.517,1 (+1,0)

Source : Insee, division emploi, dans *La France des commerces*, édition 1997, p. 15.

Lecture : en 1996, le commerce de produits alimentaires occupe 158.200 emplois salariés.

Commentaires : entre 1991 et 1996, le total du commerce a perdu moins de 1 % de ses effectifs salariés. Mais cette perte n'a pas été homogène dans tous les secteurs du commerce ; en effet, entre 1991 et 1996, le commerce de gros a perdu plus de 7 % de ses effectifs salariés alors que le commerce de détail n'en a perdu que 3,5 %. Seules les grandes surfaces alimentaires spécialisées ou non et le commerce de biens de consommation non alimentaires ont vu leurs effectifs salariés se maintenir, voire augmenter.

Les acteurs du commerce (suite)

Tableau 6 : effectifs non salariés du commerce (moyenne annuelle en milliers et évolution en % par rapport à l'année précédente)

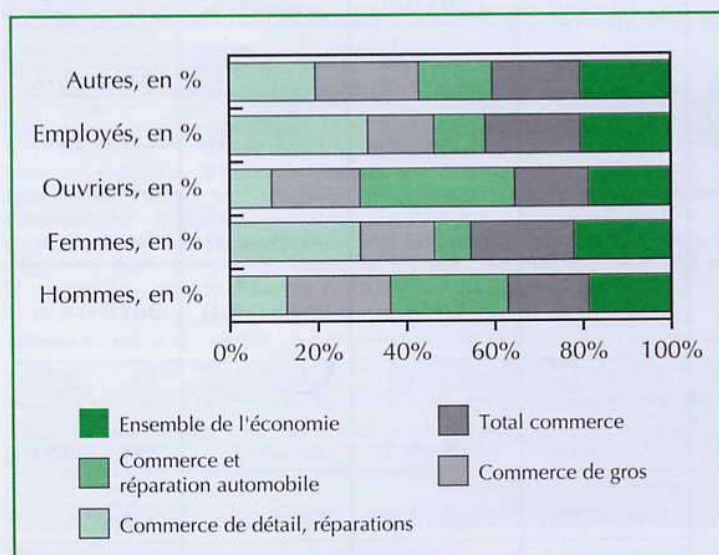
	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Total commerce de gros	53,2 (-2,1)	52,5 (-1,2)	51,0 (-2,9)	50,1 (-1,9)	50,4 (+0,6)	51,1 (+1,4)
Petites surfaces alimentaires spécialisées ou non	102,4 (-1,8)	99,5 (-5,2)	95,7 (-6,3)	92,8 (-5,4)	91,4 (-1,5)	nd (-)
Autres commerces de détail en magasin ou non, réparation	272,8 (-2,3)	266,9 (-1,3)	265,3 (+0,3)	267,0 (+1,5)	263,7 (-1,2)	nd (-)
Total commerce de détail	375,9 (-2,2)	367,1 (-2,3)	361,7 (-1,5)	360,6 (-0,3)	355,8 (-1,3)	344,5 (-3,2)
Commerce et réparation automobile	69,1 (-)	67,0 (-3,0)	63,2 (-5,7)	59,7 (-5,5)	60,6 (+1,5)	61,4 (+1,3)
Total commerce	498,1 (-)	486,6 (-2,3)	475,9 (-2,2)	470,3 (-1,2)	466,6 (-0,8)	457,0 (-2,1)

Source : Insee, division emploi, dans *La France des commerces*, édition 1997, p. 16.

Lecture : en 1996, on comptait 344.500 non salariés dans le commerce de détail, soit une baisse de 3,2 % par rapport à 1995.

Commentaires : dans le commerce de gros, la perte d'effectifs non salariés entre 1991 et 1996 a été bien moins forte, en volume et en pourcentage, que la perte d'effectifs salariés. D'ailleurs, contrairement aux salariés de cette branche qui n'ont connu que des pertes d'effectifs depuis 1991, les non salariés du commerce de gros ont connu une progression en 1995 et 1996. En revanche, s'agissant du commerce de détail, ce n'est pas le cas puisque la population des non salariés n'a cessé de diminuer dans cette période.

Graphique 2 : structure de l'emploi dans le commerce et les activités artisanales à caractère commercial en 1995



Source : Insee, *Enquête emploi de mars 1997*, dans

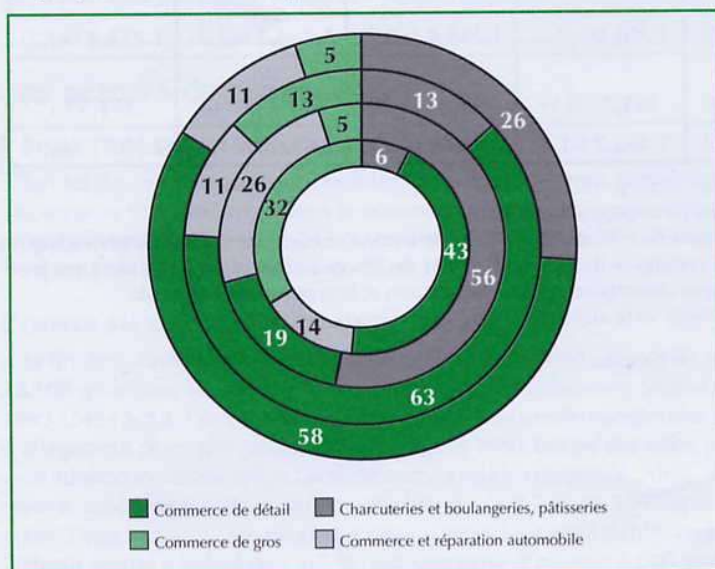
Les comptes du commerce en 1996 de l'Insee [1997, p. 91].

Lecture : ce graphique donne la position relative des données (sexe, appartenance socioprofessionnelle...), à partir du tableau brut dont la source est donnée ci-dessus. Il permet de comparer des données entre des secteurs. Dans le commerce de détail, on compte 41 % d'hommes et 59 % de femmes mais cette information n'apparaît pas dans le graphique. En revanche, on voit immédiatement que c'est dans le commerce et réparation automobile que la proportion d'hommes est la plus forte.

Notes : (1) autres représente les cadres, professions intermédiaires et chefs d'entreprises.

Commentaires : on ne peut pas parler de parité dans la structure d'emplois du commerce entre les hommes et les femmes. En effet, leurs représentativités sont très différentes selon les secteurs du commerce. la structure de l'emploi dans le commerce et les activités artisanales à caractère commerciales n'est pas homogène. En effet, on constate de fortes distorsions pour le sexe et le statut professionnel selon les grands secteurs d'activité commerciale. Par exemple, on compte deux fois plus d'employés en proportion, dans le commerce de détail et réparation que dans le commerce de gros. De même, les proportions d'ouvriers et d'employés sont hétérogènes selon les secteurs.

Graphique 3 : structure de l'emploi en % dans le commerce et les activités artisanales à caractère commercial en 1995



Source : Insee, *Enquête Annuelle d'Entreprise 1995*, dans

Les comptes du commerce en 1996 de l'Insee [1997, p. 90].

Lecture : ce graphique comporte quatre anneaux ; l'anneau le plus petit (premier anneau) concerne la répartition des salariés dans le commerce. Le troisième anneau correspond aux non salariés ; ainsi, en 1995, les non salariés du commerce sont surtout localisés dans le commerce de détail (63 %).

Le deuxième anneau donne la répartition des apprentis et le quatrième concerne la répartition des aides familiaux.

Commentaires : il est visible, avec ce graphique en anneaux (permettant de comparer directement la répartition de quatre catégories d'actifs), que la structure du salariat et du non salariat sont très différentes selon les secteurs du commerce. En effet, 63 % des salariés du commerce le sont dans le commerce de détail, contre 47,8 % seulement des non salariés.

Les acteurs du commerce (suite)

Tableau 7 : répartition des entreprises du commerce selon la taille de l'entreprise, hors artisanat commercial, en 1995

Taille de l'entreprise	Nbre d'entreprises	Nbre moyen de salariés	% en nbre d'entreprises	% dans l'emploi total
0 salarié	171.477 (20.754) [17.092]	0 (0) [0]	49,9 (23,2) [23,6]	12,1 (2,7) [4,5]
1 à 9 salariés	158.421 (52.506) [48.172]	3 (4) [3]	46,1 (58,8) [66,6]	35,7 (23,8) [45,3]
10 à 99 salariés	13.119 (15.060) [6.900]	23 (25) [24]	3,8 (16,9) [9,5]	19,3 (42,8) [39,3]
100 à 499 salariés	642 (906) [172]	192 (190) [160]	0,2 (1,0) [0,2]	7,7 (19,7) [6,6]
500 à 4.999 salariés	123 (103) [14]	1.605 (935) [1281]	0,0 (0,1) [0,0]	12,4 (11,0) [4,3]
5.000 salariés et plus	16 (0) [0]	- (-) [-]	0,0 (0,0) [0,0]	12,8 (0,0) [0,0]
Ensemble	343.798 (89.329) [72.350]	- (9) [5]	100 (100) [100]	100 (100) [100]

Source : Insee, Enquête Annuelle d'Entreprises 1995, dans *La France des commerces*, édition 1997, p. 51.

Note : le premier chiffre correspond au commerce de détail, celui entre parenthèses au commerce de gros et celui entre crochets au commerce automobile.

Lecture : en 1995, on comptait 171 477 entreprises de 0 salarié (travailleurs indépendants) dans le commerce de détail, ce qui représente 49,9 % des entreprises du commerce de détail. On comptait, en 1995, 103 entreprises employant entre 500 et 4 999 salariés dans le commerce de gros, ce qui représente 0,1 % des entreprises du commerce de gros et 11 % de l'emploi de ce secteur.

Commentaires : ce tableau laisse apparaître de grandes disparités selon trois grands secteurs du commerce.

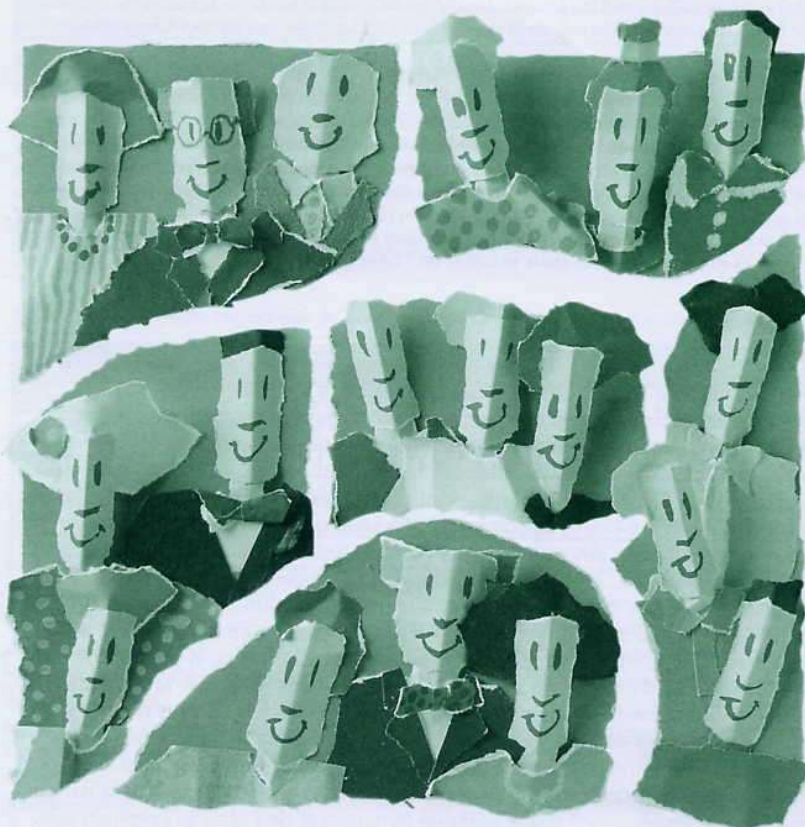
- Le commerce de détail se caractérise par un nombre d'entreprises indépendantes important : celles-ci représentent près de la moitié des entreprises du commerce de détail. Si l'on compte les TPE (moins de 10 salariés) du commerce de détail, on constate que cela représente 96 % du parc des entreprises du commerce de détail. En outre, celles-ci emploient près de la moitié des effectifs totaux du commerce de détail.

- Le commerce de gros se caractérise par la présence très majoritaire d'entreprises employant de 1 à 9 salariés. On y compte donc moins de travailleurs indépendants que dans le commerce de détail, même si la part de ces derniers y est de 23 %. Ainsi, les TPE du commerce de gros représentent 82 % des entreprises de ce secteur. Ces TPE concentrent sur elles 70 % des effectifs totaux employés dans le commerce de gros, c'est-à-dire beaucoup plus que les TPE du commerce de détail.

- Le commerce automobile se caractérise par la présence très marquée, pour ne pas dire exclusive, de TPE. Si la part des travailleurs indépendants y est sensiblement la même que dans le commerce de détail, on note en revanche une représentativité plus forte des TPE employant au moins un salarié. Pourtant, ces TPE n'emploient que la moitié des effectifs totaux. C'est dans les entreprises employant de 10 à 99 salariés que se concentre l'autre plus grande part des effectifs salariés ; pourtant, celles-ci représentent moins de 10 % des entreprises du commerce de gros.

En conclusion, on voit qu'au sein du commerce, le tissu des entreprises n'est pas le même selon qu'il s'agit de commerce de gros, de détail ou bien automobile.

Les entreprises commerciales



Environ la moitié des 600.000 entreprises du commerce et de l'artisanat commercial sont des entreprises individuelles.

On compte beaucoup de créations et de cessations d'entreprises dans ce secteur puisque celles-ci représentent environ un tiers du total de l'économie.

Ce renouvellement est un fait caractéristique de ce type d'entreprises de petite taille du secteur tertiaire.

Sur une période longue, la démographie nette des entreprises diminue, les créations étant inférieures aux défaillances.

Les créations augmentent dans la plupart des secteurs du commerce de détail mais baissent dans les autres secteurs.

Les entreprises commerciales (suite)

Tableau 8 : survivants, taux de survie et quotients annuels de mortalité des entreprises créées en 1987, créations pures et reprises

Catégorie juridique	Créations en 1987	1 ^{er} anniversaire (1988)	2 ^e anniversaire (1989)	3 ^e anniversaire (1990)	4 ^e anniversaire (1991)	5 ^e anniversaire (1992)	6 ^e anniversaire (1993)	7 ^e anniversaire (1994)
Artisan	37.794 (100) {-}	31.374 (83) {17}	26.353 (70) {16}	22.655 (60) {14}	19.587 (52) {14}	17.151 (45) {12}	15.067 (40) {12}	13.688 (36) {09}
Commerçant	68.307 (100) {-}	50.183 (73) {27}	39.820 (58) {21}	32.710 (48) {18}	27.459 (40) {16}	23.480 (34) {14}	19.916 (29) {15}	17.398 (25) {13}
Artisan commerçant	14.934 (100) {-}	13.284 (89) {11}	11.645 (78) {12}	10.358 (69) {11}	9.278 (62) {10}	8.402 (56) {09}	7.628 (51) {09}	7.042 (47) {08}
Profession libérale	32.792 (100) {-}	26.110 (80) {20}	22.358 (68) {14}	19.936 (61) {11}	18.157 (55) {09}	16.466 (50) {09}	14.748 (45) {10}	13.609 (42) {08}
Autres personnes physiques	634 (100) {-}	495 (78) {22}	422 (67) {15}	361 (57) {14}	318 (50) {12}	288 (45) {09}	245 (39) {15}	216 (34) {12}
Total personnes physiques	154.461 (100) {-}	121.446 (79) {21}	100.598 (65) {17}	86.020 (56) {14}	74.799 (48) {13}	65.787 (43) {12}	57.604 (37) {12}	51.953 (34) {10}
SARL	57.325 (100) {-}	54.966 (96) {04}	49.976 (87) {09}	44.443 (78) {11}	39.089 (68) {12}	34.250 (60) {12}	30.676 (54) {10}	27.865 (49) {09}
SA	6.116 (100) {-}	5.989 (98) {02}	5.600 (92) {06}	5.177 (85) {08}	4.729 (77) {09}	4.242 (69) {10}	3.856 (63) {09}	3.546 (58) {08}
Autres personnes morales	12.816 (100) {-}	11.072 (86) {14}	9.900 (77) {11}	9.100 (71) {08}	8.429 (66) {07}	7.791 (61) {08}	7.309 (57) {06}	6.905 (54) {06}
Total personnes morales	76.257 (100) {-}	72.027 (94) {06}	65.476 (86) {09}	58.720 (77) {10}	52.247 (69) {11}	46.283 (61) {11}	41.841 (55) {10}	38.316 (50) {08}
Total	230.718 (100) {-}	193.473 (84) {16}	166.074 (72) {14}	144.740 (63) {13}	127.046 (55) {12}	112.070 (49) {12}	99.445 (43) {11}	90.269 (39) {09}

Source : Bonneau & Thirion [1998, pp. 209 et suiv.], dans *Insee Résultats n°125-126-127* (Création et devenir des entreprises de 1987 à 1995).

Note : le chiffre entre parenthèses est le taux de survie et celui entre accolades est le quotient annuel de mortalité (QAM) de la catégorie étudiée.

• Taux de survie τ_t (des entreprises créées en 1987, à l'année t) = (nombre d'entreprises de la génération 1987 actives lors de leur t -ème année) / (nombre d'entreprises créées lors de l'année 1987).

• Quotient annuel de mortalité (en j -ème année) = (Taux de survie à n ans - taux de survie à $(n-1)$ ans) / (Taux de survie à n ans).

Lecture : en 1992, 45 % des entreprises artisanales qui ont été créées en 1987 ont survécu. En 1991, 16 % des entreprises commerciales créées en 1987 et qui avaient survécu jusqu'en 1990, ont disparu. Notons que 16,4 % des entreprises créées en 1987 sont artisanales.

Commentaires : les évolutions en matière de survie des TPE sont comparables sur la période considérée selon les statuts juridiques. Ce n'est pas le cas de l'évolution de la mortalité. On doit toutefois constater des différences de niveau pour les entreprises commerciales. En effet, en termes de taux de survie, ces dernières sont situées dans le haut de l'échelle, laissant apparaître une très grande fragilité économique. A contrario, en termes de mortalité, elles se situent dans le bas de l'échelle, laissant apparaître un phénomène de mortalité forte dans les premières années et diminuant, contrairement à d'autres entreprises. Notons aussi la proximité avec les entreprises artisanales qui évoluent sensiblement de la même façon et dans les mêmes mesures que les entreprises commerciales (voir "Quel destin pour les TPE" dans la *Lettre de l'Observatoire n°6*).



En 1997, on compte 52.075 défaillances d'entreprises en France, dont 15.540 dans le commerce. On en compte 5.507 dans le commerce de gros et 7.810 dans le commerce de détail et réparations, lesquelles concernent respectivement 20.679 et 19.704 salariés. (*Insee Synthèse n°23, Le Commerce en 1997*, [1999, p. 70]). 243.134 salariés sont concernés en 1997 par les défaillances en France, dont 47.364 dans le commerce. Notons qu'une entreprise est en situation de défaillance dès qu'une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Une telle procédure doit être déclenchée au moment où l'entreprise est en état de cessation de paiement. Les évolutions 1996-1997 de ces défaillances ont été très différentes selon les secteurs du commerce ; c'est ainsi que dans le commerce de gros des produits agricoles bruts, il y a eu une baisse de plus d'un tiers du nombre des défaillances alors que la réparation d'articles personnels et domestiques a accusé une hausse de plus de 20 %.

Les données sur les défaillances d'entreprises commerciales sont certes peu réjouissantes à première vue ; mais, il ne faut pas oublier que c'est aussi dans ce secteur que se créent des entreprises et des emplois et que le flux des défaillances et créations est représentatif d'une certaine dynamique de l'activité commerciale, en perpétuel renouvellement.

Les entreprises commerciales (suite)

Tableau 9 : répartition des entreprises du commerce selon leur forme juridique, en 1997, en %

	Personne physique	SARL	SA	Société de fait	Société en nom collectif	Coopérative	Autres formes	Ensemble
Commerce de gros (CG)	19,5	53,8	23,2	0,4	0,8	1,9	0,5	100
CG produits agricoles bruts	46,1	33,8	8,9	0,9	1,2	7,6	1,6	100
CG produits alimentaires	20,6	47,6	23,7	0,8	1,1	5,5	0,8	100
CG biens de consommation non alimentaires	19,1	61,1	18,1	0,6	0,8	0,0	0,3	100
CG produits intermédiaires non agricoles	11,1	51,1	35,5	0,2	0,7	0,9	0,6	100
CG biens d'équipements professionnels	15,5	57,7	26,2	0,0	0,6	0,0	0,0	100
Autres CG non classés ailleurs	24,3	66,8	8,5	0,0	0,4	0,0	0,0	100
Intermédiaires du commerce (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Centrales d'achat	0,0	19,3	50,7	0,0	2,4	0,6	27,0	100
Autres intermédiaires (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce de détail et réparation (CD)	70,1	22,8	4,3	0,8	1,9	0,0	0,1	100
CD d'alimentation générale en petite surface ou de produits surgelés	78,4	16,4	2,1	1,5	1,2	0,0	0,3	100
CD en grande surface à prédominance alimentaire	5,8	23,0	69,5	0,0	1,6	0,0	0,1	100
CD alimentaire en magasin spécialisé	79,8	16,5	1,0	0,9	1,6	0,0	0,1	100
CD non alimentaire en magasin non spécialisé	61,7	30,0	5,1	0,7	2,6	0,0	0,1	100
dont grands magasins	0,0	19,2	80,8	0,0	0,0	0,0	0,0	100
CD non alimentaire en magasin spécialisé	39,3	47,3	12,6	0,0	0,8	0,0	0,0	100
- CD de produits pharmaceutiques et d'articles médicaux et d'orthopédie	75,0	8,3	0,2	2,0	14,3	0,0	0,3	100
- CD d'équipement de la personne	58,4	34,9	5,2	0,6	1,0	0,0	0,0	100
- CD d'équipement du foyer	46,5	43,8	8,5	0,1	1,1	0,0	0,0	100
- CD d'aménagement de l'habitat	68,2	24,3	6,0	0,8	0,6	0,0	0,1	100
- CD d'hygiène, culture, loisirs, sport	59,9	32,3	6,0	0,3	1,5	0,0	0,0	100
- CD de produits divers (y compris occasion)	64,9	29,6	3,6	0,7	1,1	0,0	0,1	100
Vente par correspondance	32,3	55,5	9,0	0,0	3,0	0,0	0,2	100
CD sur éventaies et marchés	94,2	4,5	0,2	1,1	0,0	0,0	0,0	100
Autres CD hors magasins	75,1	20,1	4,3	0,4	0,0	0,0	0,0	100
Réparation d'articles personnels et domestiques	84,1	13,3	0,6	0,5	1,2	0,0	0,3	100
Ensemble du commerce (2)	60,0	28,9	8,1	0,7	1,7	0,4	0,2	100

Source : Insee, Enquête annuelle d'entreprises dans le commerce 1994, dans *La France des commerces*, édition 1997, pp. 56-57.

Note : (1) "Autres intermédiaires" non interrogés. (2) Non compris "Autres intermédiaires".

Commentaires : les deux formes juridiques privilégiées pour l'ensemble du commerce sont la personne physique (entreprise individuelle) et la SARL. Toutefois, lorsqu'on entre dans le détail des secteurs du commerce, on observe que cette répartition moyenne n'est pas toujours représentative. Si on exclut le CD de produits pharmaceutiques et d'articles médicaux et d'orthopédie, on observe que les sociétés de fait, les sociétés en nom collectif et les coopératives ne sont pratiquement jamais utilisés en tant que forme juridique pour le commerce. La structure juridique du commerce de gros privilégie la SARL alors que le commerce de détail marque une préférence très nette pour le statut de personne physique. Les grands magasins sont très majoritairement sous forme de SA.

Tableau 10 : taille des entreprises du commerce de détail, du commerce de gros et du commerce automobile, en 1997

Taille de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Taille moyenne	% en nombre d'entreprises	% emploi total
0 salarié	151.249 (35.939) [16.652]	0 (0) [0]	45,9 (32,0) [23,1]	11,2 (4,2) [5,0]
1-9 salariés	162.961 (59.620) [47.689]	2 (3) [3]	49,5 (53,1) [66,2]	35,7 (24,8) [43,5]
10-99 salariés	14.286 (15.756) [7.450]	21 (25) [23]	4,3 (14,0) [10,3]	20,5 (42,1) [40,0]
100-499 salariés	624 (902) [182]	171 (191) [159]	0,2 (0,8) [0,3]	7,3 (18,6) [6,8]
500-4999 salariés	131 (99) [14]	1.301 (972) [1317]	0,0 (0,1) [-]	12,1 (10,4) [4,3]
5000 salariés et plus	18 (0) [0]	10.520 (-) [-]	0,0 (0,0) [-]	13,2 (-) [-]
Ensemble	32.9269 (112.316) [71.987]	4 (15) [5]	100,0 (100,0) [100,0]	100,0 (100,0) [100,0]

Source : Insee, Enquête annuelle d'entreprises 1996, dans *Le commerce en 1997*, Insee Synthèse n°23 [1999, p.75].

Note : le premier chiffre correspond aux entreprises du commerce de détail, le chiffre entre parenthèses à celles du commerce de gros (y compris les intermédiaires du commerce) et le chiffre entre crochets renvoie aux entreprises du commerce automobile.

Lecture : en 1997, on compte 35939 entreprises dans le commerce de gros ; en moyenne, on compte 159 salariés dans une entreprise employant entre 100 et 499 salariés dans le commerce automobile ; les entreprises de 1 à 9 salariés représentent 49,5 % du total des entreprises du commerce de détail ; les entreprises du commerce de gros employant entre 100 et 499 salariés occupent 18,6 % de l'emploi total du commerce de gros.

Commentaires : les entreprises du commerce sont en très grande majorité des entreprises de moins de 10 salariés qui occupent, selon les branches, entre 29 % et 48 % des salariés du commerce.

Données financières et sociales

Les Comptes de la Sécurité sociale, résultats 1997 de la Commission des comptes de la Sécurité sociale constituent une source riche pour les comptes des organisations de protection sociale. C'est donc naturellement que nous y trouvons des informations sur l'ORGANISATION Autonome Nationale de l'Industrie et du Commerce (ORGANIC).

LE RÉGIME DE BASE DE L'ORGANIC

Initialement, le régime d'assurance vieillesse de base de l'ORGANIC fonctionnait par points. Aujourd'hui, c'est un système de protection géré par répartition. Les conditions d'octroi des pensions ont été modifiées par la loi de 3 juillet 1972. Depuis 1973, le taux des cotisations et le mode de calcul des pensions de ce régime sont alignés sur ceux du Régime général. La partie alignée ne concerne cependant que les périodes postérieures à 1972. Les droits à la retraite résultent ainsi d'une double liquidation. Les cotisations sont calculées sur la base des revenus professionnels des adhérents, tels qu'ils sont retenus pour l'assiette de l'impôt sur le revenu, avec un plancher égal à deux cents fois le Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance horaire au 1^{er} janvier.

Son financement provient pour près de 40 % des cotisations payées par les industriels et les commerçants. Il est assuré pour le reste par un transfert reçu des autres régimes au titre de la compensation démographique (soit 4,3 milliards en 1997) ainsi que par la Contribution Sociale de Solidarité, 6,1 milliards en 1997. A compter de 1997, conformément à l'article 40 de la loi n°96-1160 du 27 décembre 1996, une fraction du produit de la Taxe d'Aide au Commerce et à l'Artisanat (TACA) est affectée, chaque année à l'ORGANIC. En 1998, l'arrêté du 18 juin 1998 fixe le montant revenant à l'ORGANIC à 165 millions de francs (contre 180 millions en 1997). Conformément à l'article 15 de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998, l'arrêté du 18 juin fixe les modalités de versement à la CNAMTS de 700 millions de francs à titre de recette exceptionnelle sur l'exercice 1998, par prélèvement sur le régime d'assurance vieillesse de base, à partir des excédents de C3S.

Le régime de base de l'ORGANIC a servi 17,6 milliards de francs de prestations en 1997.

Au 1^{er} juillet 1997, on compte 607.024 cotisants du régime vieillesse et 908.273 bénéficiaires. Les ressources s'élèvent à 20.005 millions de francs (dont 8.393 millions de francs de cotisations) et ses emplois se chiffrent à 20.929 millions de francs (dont 20.033 de prestations), accusant ainsi un solde de -921 millions de francs.

En 1997, le financement du régime de retraite par répartition provient à 40 % des cotisations versées par les industriels et les commerçants et est assuré pour le reste par un transfert reçu des autres régimes en vertu de la compensation démographique (4,3 Mds de francs) et par la contribution sociale de solidarité (6,1 Mds de francs).

Ce régime de base a servi 17,6 Mds de francs de prestations en 1997.

LES TROIS RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE L'ORGANIC

L'assurance vieillesse obligatoire pour les conjoints, l'assurance vieillesse facultative et l'assurance invalidité-décès sont les trois régimes complémentaires que gère l'ORGANIC. Créés respectivement en 1975 et 1978, les régimes invalidité-décès et vieillesse facultatifs sont encore en période de montée en charge pour ce qui concerne les effectifs de bénéficiaires. Les cotisations d'assurance vieillesse complémentaire des conjoints (obligatoire) sont calculées en pourcentage du revenu professionnel comme pour le régime de base au taux de 0,50 % du revenu jusqu'au tiers du plafond de la Sécurité sociale et 1,82 % pour la tranche du revenu compris entre le tiers et le plafond de la Sécurité sociale, jusqu'en 1997.

A compter du 1^{er} janvier 1998, ces taux sont respectivement passés à 1,5 % et 3,5 %. Ce régime couvre les droits postérieurs à 1973, les droits validés antérieurement étant à la charge du régime de base. Le montant des cotisations invalidité-décès est forfaitaire. La cotisation invalidité n'est due que pour les assurés âgés de moins de soixante ans.

La cotisation décès est due, quel que soit l'âge, même si l'assuré est déjà retraité.

Le régime complémentaire vieillesse obligatoire pour les conjoints est dans une situation difficile, le solde des opérations courantes en 1997 étant largement déficitaire (-788 millions de francs), le déficit étant installé depuis 1990.

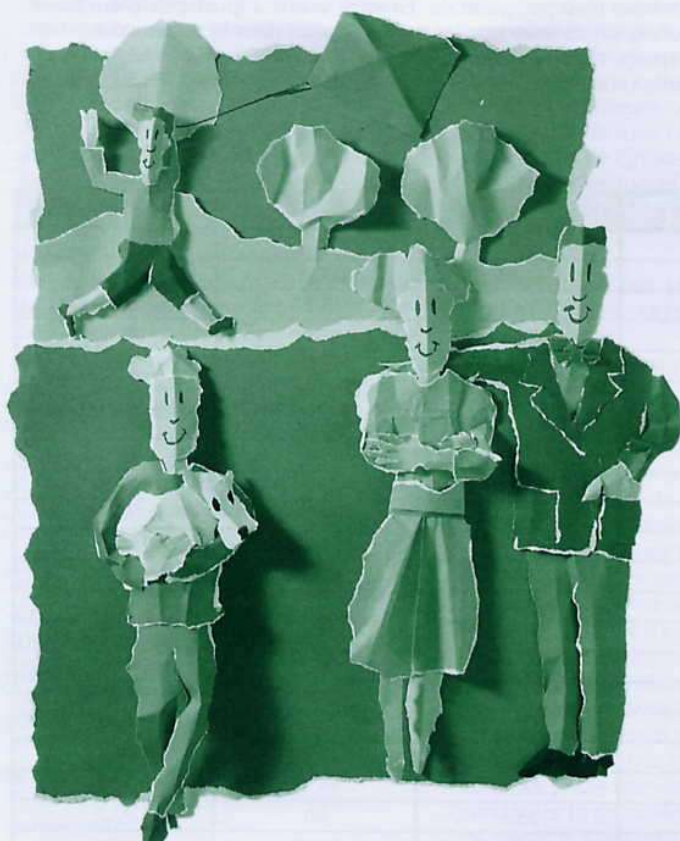
En 1998, la modification des taux de cotisation, qui multiplie par deux les ressources de cotisations, améliore le solde qui reste toutefois négatif. En 1999, la situation se dégrade à nouveau.

En 1997, le régime vieillesse complémentaire a réalisé une opération de vente-achat des titres immobilisés. Cette opération financière n'entre pas dans le cadre des opérations courantes retenues dans ces comptes. Cette opération faite pour la première fois en 1997, a eu un impact important sur la gestion financière de ce régime (+3.213 millions de francs). Elle a été renouvelée en 1998 et 1999 pour des montants prévisionnels, non inclus dans ces comptes, de l'ordre de 200 millions de francs.

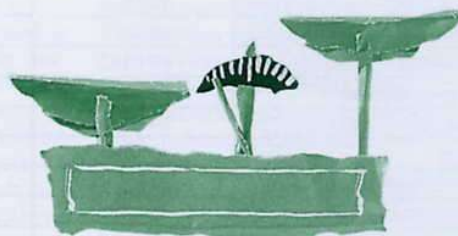
La situation du régime invalidité-décès, déficitaire depuis 1993, s'améliore en 1997 et 1998. En 1999, le solde des opérations courantes est nul.



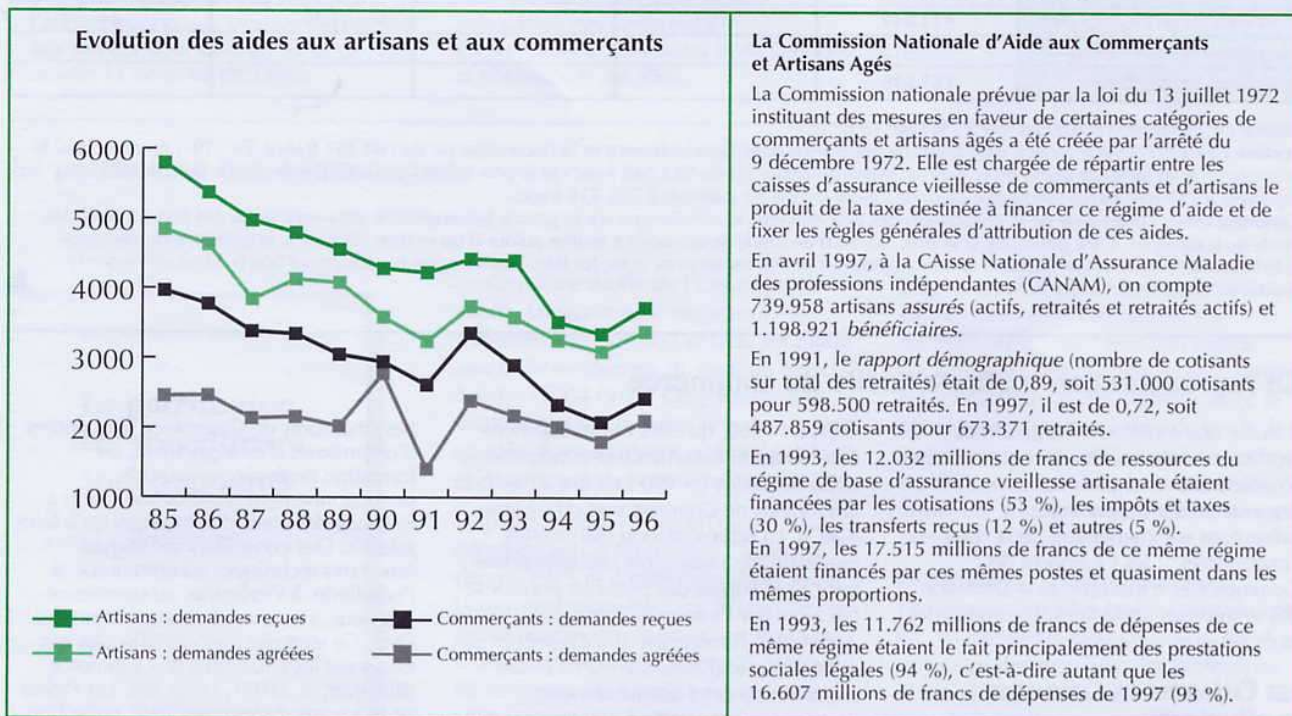
Données financières et sociales (suite)



En 1997, on compte pour le régime de base et les régimes complémentaires de l'ORGANIC, 607.024 cotisants et 908.273 bénéficiaires. Ses ressources s'élèvent à 20.005 millions de francs, dont 8.393 millions viennent des cotisations ; les emplois du régime se montent à 20.926 millions de francs, dont 20.033 millions sont des prestations. Le solde du régime est de -921 millions de francs. Depuis 1992, à part 1996, le solde est négatif.



Graphique 4 : évolutions comparées des aides (indemnités de départ) aux artisans et aux commerçants, entre 1985 et 1996



Sources : Direction du Commerce intérieur, ORGANIC, CANCAVA, dans *La France de l'Artisanat : chiffres clés*, 1997, p. 97.

Lecture : en 1985, 3.966 demandes d'indemnité de départ au titre d'une aide ont été faites par les commerçants âgés et 2.457 ont été accordées. En 1996, 2.425 demandes ont été faites et 2.107 ont été accordées.

Commentaires : de 1985 à 1996, l'évolution des demandes d'aide reçues et des demandes acceptées au titre d'une indemnité de départ concernant les commerçants âgés a été comparable à celle concernant les artisans. Ces demandes ont eu tendance à diminuer sur cette période, passant de 5.803 à 3.732 chez les artisans et de 3.966 à 2.425 chez les commerçants. Bien sûr, étant donnée la démographie de ces deux populations, on ne peut pas conclure que la situation des artisans et des commerçants s'est améliorée.

La valeur des fonds de commerce en quelques chiffres

La baisse des prix des fonds de commerce depuis ces dernières années n'est pas générale. En effet, si elle a touché de plein fouet l'hôtellerie-restauration, l'alimentaire et l'équipement de la personne, on observe que les prix des fonds dans le secteur des services ont été plutôt à la hausse. Le tableau suivant donne un aperçu du prix moyen des fonds de commerce en 1997. La situation du marché des fonds de commerce est comparable à celle du marché de l'immobilier (J.-P. Pamier dans ICF Commerce *Prix des fonds : la cote 1997*, n° 5).

Tableau 11 : prix moyens des fonds de commerce en 1997

Secteurs	Prix moyen, en F	Inférieur à 300 KF	Entre 300 et 500 KF	Entre 500 et 1 MF	Plus de 1 MF
Alimentation générale	438.880	46,61	30,83	18,8	3,76
Boucherie-charcuterie	756.383	19,15	31,91	29,79	19,15
Charcutier-traiteur	791.195	17,7	29,2	30,97	22,13
Boulangerie-pâtisserie	933.465	5,51	20,47	45,67	28,35
Supérettes-supermarchés	1.051.915	10,64	23,4	31,92	34,04
Café-tabac	898.090	7,99	23,26	44,1	24,65
Bar-brasserie	1.140.770	4,94	16,86	41,86	36,24
Hôtel-bar-brasserie	1.648.295	3,03	9,09	40,15	47,73
Hôtel-bureaux	2.957.945	1,37	6,85	13,7	78,08
Restaurants	1.164.682	7,17	18,48	38,7	36,65
Pizzeria	909.634	13,41	25,61	35,37	25,61
Crêperie	601.921	18,42	26,32	47,37	7,89
Prêt-à-porter	654.142	31,36	23,67	27,81	17,16
Horlogerie-Bijouterie	776.026	23,08	7,69	46,15	23,08
Chaussure-marroquinerie	643.026	28,95	26,32	36,84	7,89
Coiffure	409.785	40,36	32,74	21,97	4,93
Parfumerie-esthétique	717.377	32,79	22,95	22,95	21,31
Ameublement-décoration	780.481	20	25,19	41,48	13,33
Fleuriste	539.892	25,81	27,96	36,55	9,68
Librairie-papeterie-presse	921.000	11,2	25,6	40	23,2
Laverie-pressing	559.489	31,91	26,6	32,98	8,51
Services auto	1.030.279	11,15	20,98	36,07	31,8
Ensemble	946.692	16,18	22,46	35,47	25,89
Moyenne du prix moyen en 97	923.849	19	23	35	24
Ecart-type du prix moyen	532.813				
Médiane du prix moyen	785.838				

Source : ICF Commerce *Prix des fonds : la cote 1997*, n°257.

Lecture : en 1997, le prix moyen d'un fonds de commerce dans l'ameublement et la décoration est de 780.481 francs. En 1997, en moyenne, le prix moyen d'un fonds de commerce, tous secteurs confondus est de 923.849 francs et le prix moyen de la moitié des fonds de commerce est supérieur à 785.838 francs tandis que celui de l'autre moitié est inférieur à 785.838 francs.

Commentaires : l'écart-type de la distribution des prix moyens nous renseigne sur la grande hétérogénéité intra-sectorielle des prix moyens des fonds de commerce. C'est pourquoi, si le prix moyen d'un fonds de commerce tourne autour d'un million de francs, la présence de certaines activités au poids important (comme la boulangerie-pâtisserie, les services auto, les bars-brasserie, les restaurants et hôtels, vient déformer la réalité, en tirant les prix vers le haut.

La représentation institutionnelle du commerce

Il existe une multitude d'organismes représentant les intérêts des commerçants (confédérations, organismes consulaires, organisations indépendantes...). Ici, nous présentons sommairement deux des plus "importantes" : les Chambres de Commerce et d'Industrie et la Direction des entreprises artisanales, commerciales et de services.

LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

C'est en 1599 qu'est créée la première *Chambre de Commerce*, à Marseille. On en comptait une douzaine sous l'Ancien Régime et 123 en 1898 lors de la publication de la loi organique qui les transforma en établissements publics.

C'est en 1960, qu'elles furent baptisées *Chambres de Commerce et d'Industrie* (CCI) déclinées en 1964 en des *Chambres Régionales de Commerce et d'Industrie* (CRCI). La représentation des intérêts régionaux de l'ensemble des entreprises françaises auprès des pouvoirs publics se fait alors par l'intermédiaire d'une *Assemblée Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie* (APCCI). Les membres de cette assemblée sont constitués par les présidents des 160 CCI et des 21 CRCI. Toutes les entreprises sont "rattachées" à une CCI. Ce sont des dirigeants de PME qui occupent les postes importants dans ces CCI et c'est souvent par ce biais qu'ils exercent leurs influence sur les textes réglementaires.

Les Chambres de Commerce sont dotées d'organismes d'enseignement, de formation professionnelle et de perfectionnement destinés aussi bien à l'accueil des chefs d'entreprises qu'à leurs salariés. Des conseillers techniques (assistants techniques au commerce, à l'hôtellerie, à l'industrie, au commerce extérieur...) sont mis à la disposition des PME. Ce sont des taxes parafiscales qui financent les Chambres de Commerce (Bizaguet, A. [1991, chap. IV], *Les Petites et Moyennes Entreprises*, PUF, collection Que sais-je ?).

Les Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) sont des établissements publics placés sous la double tutelle du Ministère chargé de l'Industrie et du Ministère chargé du Commerce.

Suite page 13

La représentation institutionnelle du commerce (suite)

Les principaux textes qui régissent leur organisation et leur fonctionnement sont la loi du 9 avril 1898, le décret du 18 juillet 1991 et les textes subséquents. Les CCI sont au nombre de 153 en métropole, de 5 dans les départements d'outre-mer et de 4 dans les collectivités locales d'outre-mer. Leurs membres sont élus pour 6 ans et renouvelés par moitié tous les 3 ans parmi les chefs d'entreprises, au scrutin uninominal à un tour, le nombre de leurs sièges variant de 24 à 64 et étant répartis entre les catégories professionnelles du commerce, de l'artisanat et des prestataires de services. Les CCI sont regroupées dans 21 Chambres Régionales de Commerce et d'Industrie (décret du 28 septembre 1938), les unes et les autres constituant l'Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie (décret du 4 décembre 1964).

Deux CCI sont inter-départementales : la CCI de Paris (décret du 30 juillet 1966) et CCI de Versailles (décret du 30 juillet 1966). Les 183 compagnies consulaires précitées sont auprès des pouvoirs publics les organes des intérêts commerciaux et industriels de leur circonscription. A ce titre, elles ont pour attribution :

- de donner au Gouvernement les avis et les renseignements qui leur sont demandés ;
- de présenter leurs vues sur le moyen d'accroître la prospérité ;
- d'assurer l'exécution des travaux et l'administration des services nécessaires aux intérêts dont elles ont la garde (article 11 de la loi de 1898).

Elles gèrent de nombreuses concessions portuaires et aéroportuaires, ainsi que des établissements d'enseignement et de formation professionnelle. Leur budget consolidé représente une masse de 21 Milliards de francs dont 5,5 proviennent de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle. Elles emploient 26.000 salariés qui bénéficient d'un statut spécifique.

LA DIRECTION DES ENTREPRISES COMMERCIALES, ARTISANALES ET DE SERVICES (serveur <http://www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr>)

La Direction des Entreprises commerciales, artisanales et de services élabore, met en oeuvre et évalue les politiques de l'Etat dans les domaines du commerce, de l'artisanat et des services. Elle élabore et met en oeuvre les règles relatives à l'équipement commercial. Elle assure la tutelle de l'APCM et organise celle des CM. Elle participe à celle de l'Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie et à celle des CCI. Elle est associée à l'élaboration de la législation sur la concurrence et de la législation fiscale, commerciale et sociale relative aux entreprises commerciales, artisanales et de services. Elle propose les mesures d'adaptation des statuts juridiques et fiscaux des artisans et des commerçants ainsi que les simplifications administratives à destination des entreprises commerciales, artisanales et de services et notamment des PME.

Elle met en oeuvre des actions de coopération internationale dans les domaines de sa compétence. Elle contribue, en liaison avec l'Institut national de la statistique et des études économiques, à l'information économique et statistique sur les secteurs du commerce, de l'artisanat et des services. Elle concourt à la modernisation et au développement de la politique menée en matière de distribution. Elle concourt à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques et des actions dans les domaines de l'orientation professionnelle, de l'apprentissage, de la formation professionnelle, de la protection sociale, de l'emploi et des relations de travail des entreprises relevant de sa compétence. Elle participe aux actions de l'Etat en matière de création, de transmission, de développement et de financement des entreprises commerciales, artisanales et de services. Elle facilite leur adaptation à l'évolution des marchés, des technologies et à la concurrence internationale. Elle concourt à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique de la ville et celle de l'aménagement de l'espace rural dans les domaines relevant de sa compétence. La direction des Entreprises commerciales, artisanales et de services anime l'action des délégués régionaux au commerce et à l'artisanat et de leurs adjoints et assure leur gestion.

Le patrimoine des commerçants

Le patrimoine des travailleurs indépendants

théorie et faits

Olivier Ferrier
Cyrille Platecki

CONTINENT
EUX + FE

La deuxième étude de l'Observatoire Alptis, *Le patrimoine des travailleurs indépendants : théorie et faits*, est parue aux éditions Hermès (8, quai du Marché Neuf - 75004 Paris). On y trouve une analyse globale de cette population ainsi que de chaque catégorie d'indépendants et notamment des commerçants.

Le patrimoine brut moyen des commerçants a légèrement augmenté depuis 1975 et il reste bien supérieur à la moyenne nationale car le patrimoine professionnel représente chez eux plus d'un quart du patrimoine total. Le fonds de commerce et certains équipements sont souvent très coûteux, même si leur valeur a récemment chuté. Le patrimoine de rapport des commerçants a nettement progressé depuis 1975, surtout pour les valeurs mobilières et l'assurance-vie. En effet, alors qu'il est

de plus en plus difficile de revendre ou de transmettre un commerce, les ménages diversifient leur patrimoine pour dégager des dividendes au moment de la cessation de leur activité. Avec la crise du secteur, le nombre de fonds de commerce à vendre n'a cessé de croître, ce qui a provoqué une baisse des prix, dévaluant d'autant le patrimoine de cette catégorie d'indépendants.

Le patrimoine professionnel des exploitants agricoles et des commerçants est, en moyenne, beaucoup plus élevé que celui des membres des professions libérales et des artisans.

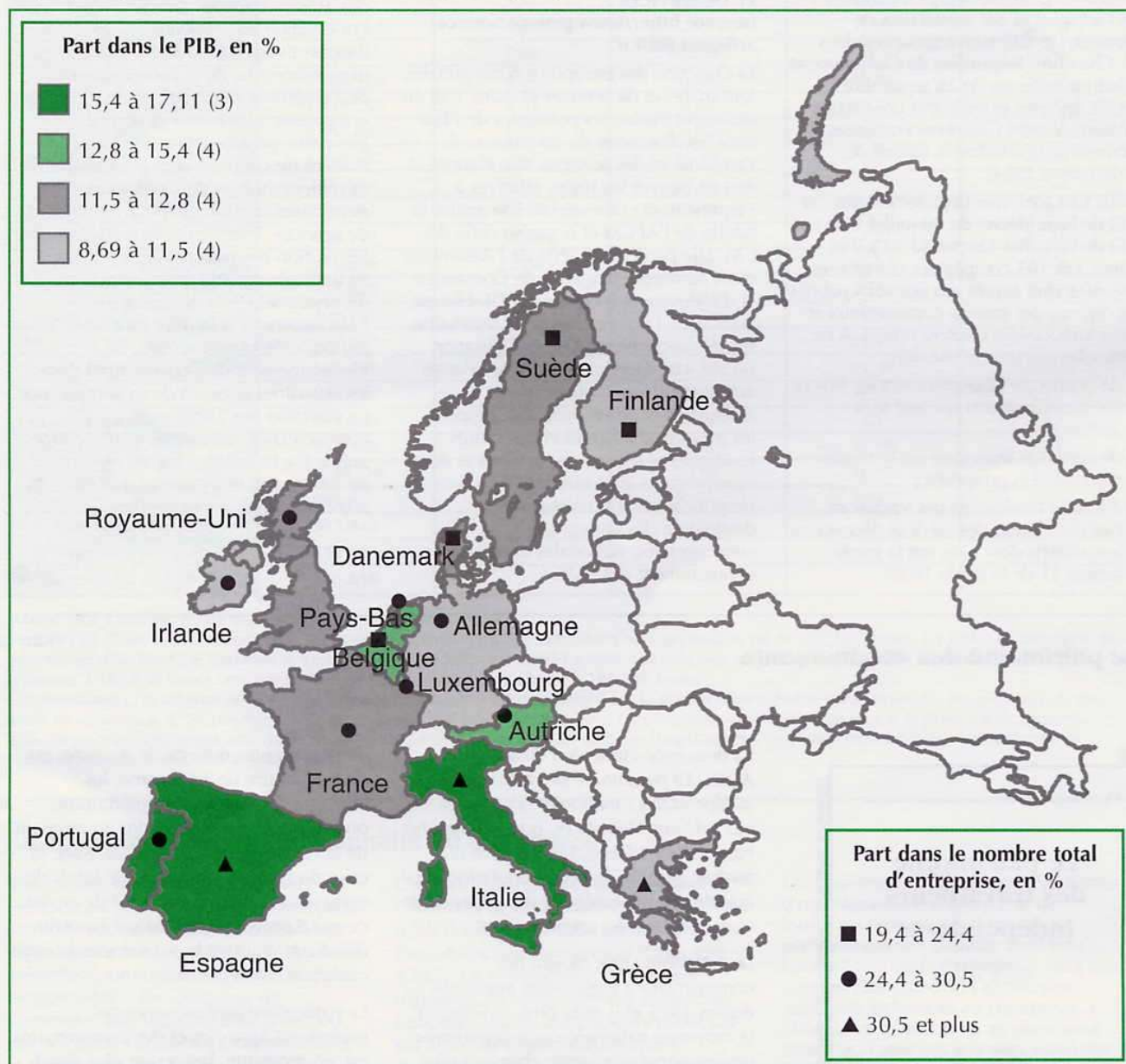
Les actifs professionnels des agriculteurs exploitants et des commerçants représentent toujours une part relativement importante de l'ensemble des actifs possédés, et ce, quel que soit leur âge.

Le commerce en Europe

En Europe, on observe une concentration croissante du commerce de détail et du commerce de gros. Dans le secteur de l'alimentation, les formes modernes du commerce de détail continuent leur progression au détriment du petit commerce. Toutefois, au Portugal et en Grèce, les petits magasins restent dominants.

Dans les pays de l'Europe des 15 (désormais E15), la part dans le Produit Intérieur Brut avoisine les 12,7 %, allant d'environ 8 % pour la Finlande et l'Irlande pour les parts les plus faibles à 17,1 % pour le Portugal ou 15,4 % pour l'Espagne pour les parts les plus fortes. La part du commerce dans l'emploi total, qui est de 15,6 % dans l'E15, oscille entre 12,1 % pour le Danemark et 17,9 % pour les Pays-Bas. Enfin, la part du commerce dans le nombre total d'entreprise est de 29,4 %, allant de 19,4 % pour le Danemark à 40 % pour la Grèce. Notons que les écarts entre pays doivent être interprétés avec prudence car ils résultent, pour une part importante, de l'hétérogénéité des sources et méthodes statistiques utilisées (Eurostat, dans *La France des commerces*, édition 1997, p. 69).

Graphique 5 : place du commerce dans l'économie européenne (1997)



Source : Eurostat, dans *La France des commerces*, édition 1997, p. 69.

Lecture : s'agissant de la part du commerce dans le Produit Intérieur Brut (PIB), on voit que le Portugal est fortement ombré, ce qui signifie que la part du commerce dans le PIB est très importante.

Notes : (i) les écarts entre pays doivent être interprétés avec prudence car ils résultent, pour une part importante, de l'hétérogénéité des sources et méthodes statistiques utilisées ; (ii) pour la part dans le nombre total d'entreprises, il s'agit de la part du commerce de gros et de détail pour les années 1987-1994, (iii) pour l'Allemagne, il s'agit de l'ex-RFA.

Commentaires : le premier indicateur (part du commerce dans le PIB) laisse apparaître de fortes disparités selon les pays. En effet, on voit immédiatement que la part du commerce dans le PIB, au Portugal, en Espagne, en Autriche et en Italie est très importante (compris entre 15,4 % et 17,1 %) alors que celle de l'Allemagne, de l'Irlande et de la Finlande est plus faible (inférieure à 11 %).

Le commerce en Europe (suite)

Tableau 12 : le commerce dans l'Union européenne, 1988-1994

	Nombre d'entreprises en milliers			Emplois en milliers (rapport entre les emplois et le nombre d'entreprises)	
	Commerce de gros	Commerce de détail	soit pour 1.000 habitants	Commerce de gros	Commerce de détail
Allemagne	178,3	435,5	5	1.593 (8,9)	2.866 (6,6)
Autriche	18,0	39,9	5	196 (10,9)	290 (7,3)
Belgique	50,0	120,2	12	175 (3,5)	236 (2,0)
Danemark	37,8	47,6	9	166 (4,4)	199 (4,2)
Espagne	69,6	511,4	13	485 (7,0)	1.537 (3,0)
Finlande	13,5	33,1	6	73 (5,4)	132 (4,0)
France	132,4	451,8	8	975 (7,4)	2.040 (4,5)
Grèce	28,0	175,0	17	115 (4,1)	338 (1,9)
Irlande	3,4	29,3	8	43 (12,6)	131 (4,5)
Italie	129,5	888,3	16	1.078 (8,3)	2.389 (2,7)
Luxembourg	1,9	3,6	9	12 (6,3)	20 (5,6)
Pays-Bas	75,8	102,9	7	403 (5,3)	637 (6,2)
Portugal	28,4	132,1	13	197 (6,9)	364 (2,8)
Royaume-Uni	134,5	299,7	6	882 (6,6)	2.604 (8,7)
Suède	54,5	54,5	6	191 (3,5)	288 (5,3)
Total Europe	955,7	3.324,8	9	6.584 (6,9)	14.071 (4,2)

Source : Tableaux de l'économie française 1997-1998, p. 165.

Lecture : en 1997, on compte 451.800 entreprises de commerce de détail, occupant 2.040.000 personnes. En moyenne, chaque entreprise de commerce de gros occupe en France, en 1997, 7,4 personnes.

Commentaires : en 1997, la France fait partie des quatre pays européens comptant le plus grand nombre d'entreprises de commerce de gros. S'agissant du commerce de détail, elle occupe aussi une place privilégiée dans le classement européen, même si, comme les autres pays, elle est loin derrière l'Italie.

Dans l'E15, on compte 3.939.000 points de vente dans le commerce détail. On observe une grande hétérogénéité en volume du nombre de ces points de vente selon les pays ; en effet, alors que l'Italie en compte 983.000, le Luxembourg n'en compte lui que 4.400. La taille du pays n'explique que peu cette différence puisqu'en Italie, on compte 17,1 points de vente pour 1.000 habitants contre 11,6 au Luxembourg. Le Portugal, la Grèce et l'Italie ont de nombreux points de vente pour 1.000 habitants. La densité des points de vente en Autriche et la Finlande est très faible puisqu'elle est inférieure à 8.

Dans l'E15, la structure de l'emploi dans le commerce de détail et les caractéristiques de l'activité du commerce de détail sont fort hétérogènes selon les pays. En effet, alors que dans l'E15, on compte 70,5 % de salariés, on n'en compte que 29,8 % en Grèce, 33,6 % en Italie et 87,4 % au Luxembourg et 84,4 % au Royaume-Uni. De même, l'emploi féminin dans le commerce de détail, est représenté à hauteur de 55,2 % en moyenne dans l'E15 ; on compte 68,8 % de femmes en Finlande et environ 40 % en Italie et en Grèce. Concernant l'emploi à temps partiel, les écarts sont encore plus importants selon les pays. En effet, alors que les emplois à temps partiel représentent plus de 35 % de l'emploi total au Danemark, au Royaume-Uni ou en Suède, ils en représentent moins de 5 % en Grèce et au Portugal.

Le chiffre d'affaires réalisé dans l'E15 est de 1.627 milliards d'écus. Le contribution de ce CA européen n'est pas homogène. En effet, le CA de l'Allemagne en représente plus du quart alors que celui du Luxembourg n'est que de 0,1 %.

La "contribution" de la France à ce chiffre est de 18 %, ce qui la place juste derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni. Le CA par entreprise varie lui aussi considérablement d'un pays à l'autre. C'est ainsi par exemple qu'une entreprise grecque ne réalise en moyenne que 114 milliers d'écus de CA et une entreprise luxembourgeoise 1.106 milliers d'écus et une entreprise française 563 milliers d'écus. Une entreprise portugaise réalise en moyenne un chiffre d'affaires cinq fois inférieur à celui que réalise en moyenne une entreprise luxembourgeoise. Le CA par entreprise dans l'E15 est en moyenne de 471 milliers d'écus.

Sur la période 1988-1993, dans le commerce de détail, alors qu'au Luxembourg, l'emploi salarié représente 87,4 % de l'emploi total, celui de la Grèce n'en représente que 28,9 %. En moyenne, dans l'E15, les femmes occupent 55,2 % de l'emploi total du commerce de détail. En Espagne, l'emploi à temps partiel représente que 3,3 % de l'emploi total du commerce de détail.

Notons que pour tous ces chiffres : (i) le chiffre d'affaires du Royaume-Uni inclut la TVA, (ii) pour l'Espagne, on exclut le commerce automobile, (iii) pour la Finlande et le Royaume-Uni, on exclut le commerce automobile, (iv) pour les emplois à temps partiel de l'E15, on exclut l'Italie et la Finlande. Enfin, ces résultats sont dans Eurostat, dans *La France des commerces*, édition 1997, pp. 74 et 75.

De ces quelques données, il ressort nettement que l'Europe, en matière de commerce, présente une forte hétérogénéité. Celle-ci ne facilite pas le travail d'harmonisation des politiques européennes en matière de commerce.

Sources et carnet d'adresses

La Direction du Commerce Intérieur publie depuis quelques années un document intitulé *Le commerce en quelques chiffres*. Pour notre numéro spécial, c'est l'édition 1998 qui nous a été la plus utile. Notons que cet organisme a été remplacé depuis peu par la Direction des Entreprises commerciales, artisanales et de services - qui regroupe aussi la Direction de l'Artisanat (site internet <http://www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr>).

Pour décrire le paysage commercial français, nous avons travaillé principalement sur des données de *La France des commerces*, Direction du Commerce Intérieur (commission des comptes commerciaux de la Nation), de

Informations rapides, Insee, séries D, G et J., des Statistiques mensuelles de l'Association pour le commerce moderne (ACM), de INSEE-Résultats, série "Système productif" : "Les points de vente du commerce de détail en 1992", de *INSEE Première*, "Formes de vente et conquêtes de marchés - 25 ans d'évolution de la distribution", n°437, mars 1996 ; "Le commerce de gros non alimentaire : ouverture internationale", n°465, juin 1996, de *INSEE Premières*, *Le commerce en 1997*, n°574, avril 1998, de "Le commerce de détail dans l'espace économique européen 1996", *Eurostat*, 1997 ainsi que le numéro Insee Synthèse n°23 *Le commerce en 1997* qui constitue une source statistique, récente.

Signalons enfin les deux sites suivants :

- *Annuaire des PME, du commerce et de l'Artisanat* (<http://www.iciplan.com/min-pme>) qui donne la plupart, sinon toutes, des adresses intéressantes ;
- *Secrétariat d'Etat aux PME, au Commerce et à l'Artisanat* (<http://www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr>) qui fournit des informations pratiques sur les PME, le commerce et l'artisanat ; c'est ainsi qu'on trouve par exemple le *Guide du commerçant "en ligne"*, des informations sur les *statuts des conjoints*, sur la *franchise en 10 questions*, etc.

Conclusions

A travers ce numéro spécial sur le commerce, nous avons présenté une photographie partielle du paysage commercial français de la fin des années 1990. Bien que notre description ne soit pas exhaustive, cela fut suffisant pour retrouver les nombreuses sources d'hétérogénéité qui caractérisent le commerce. Sur tous les points que nous avons développés, il ressort toujours que les comportements des différents secteurs du commerce sont hétérogènes. Cette diversité du commerce ne passe pas que par les dichotomies classiques (commerce de gros/commerce de détail, petites surfaces/grandes surfaces). Elle est stigmatisée par une multitude d'autres facteurs (secteur, localisation géographique...). Notre travail a mis aussi en évidence l'importance que revêtent les activités commerciales pour l'économie française.



de la protection sociale



La Lettre de l'Observatoire Alptis
est une publication trimestrielle éditée par
l'Observatoire Alptis de la Protection Sociale

12, rue Clapeyron - 75379 PARIS CEDEX 08
Tél : 01 44 70 75 64 - Fax : 01 44 70 75 70
E-mail : observatoire@alptis.fr

Directeur de publication : G. COUDERT

Ont contribué à la rédaction de ce numéro :
O. FERRIER

Réalisation : C. DUMOLLARD

Dépôt légal en cours